

André Fontaine

# Histoire de la guerre froide

I. De la révolution d'Octobre  
à la guerre de Corée

1917-1950



92  
31.38

À LA LIBRAIRIE FAYARD

# Histoire de la guerre froide

I

Le Dernier Quart du siècle  
De la révolution d'Octobre  
1917-1950  
Un seul lit pour deux rêves

12  
00834

06  
05  
(64)

Fayard

## Du même auteur

À LA LIBRAIRIE FAYARD

Histoire de la guerre froide  
(tome II : De la guerre de Corée à  
la crise des alliances, 1950-1971)

1967

La Guerre civile froide  
(mai 1968 et ses suites)

1969

Le Dernier Quart du siècle

1976

La France au bois dormant

1978

Un seul lit pour deux rêves

1981

DL-22-03-1983-08078  
351  
T 1

*André Fontaine*

# Histoire de la guerre froide

I

De la révolution d'Octobre  
à la guerre de Corée  
1917-1950

*Fayard*

DL-25-03-1983-08078



EN COUVERTURE : Churchill, Truman et Staline  
le 28 juillet 1945. Photo Keystone.

ISBN 2-02-006424-3, tome 1 ;  
2-02-006426-X éd. complète  
(ISBN 1<sup>re</sup> publication : 2-213-00094-X.)

© 1965, by Librairie Arthème Fayard.  
© 1983, Éditions du Seuil pour l'édition en série « Points ».

La loi du 11 mars 1957 interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

## Introduction

« La guerre », écrit Clausewitz, son plus illustre théoricien, « est un conflit de grands intérêts réglé par le sang, et c'est seulement en cela qu'elle se distingue des autres conflits. »

*Cette définition classique introduit entre l'état de guerre et celui de paix une distinction tranchée que le progrès des techniques de destruction a rendu anachronique. Du temps du directeur de l'école de guerre de Prusse, un soldat ne pouvait compter éliminer, pendant le temps qu'il passerait sous les drapeaux, que quelques dizaines de ses semblables. A la fin de la première guerre mondiale, on évaluait encore à quelque dix mille balles de fusil ou à dix obus la quantité de projectiles nécessaire pour assurer la mort d'un individu. La guerre pouvait être payante. Elle entraînait dans les calculs de tous les gouvernements. Les mères la maudissaient, mais les hommes voyaient en elle l'art le plus noble et l'occasion de prouver leur vaillance.*

*Aujourd'hui, les stratèges nucléaires comptent par megadeath, par millions de morts. A la Maison-Blanche, au Kremlin, à Downing Street, à l'Élysée et à Pékin, les grands de cette terre pourraient, en appuyant sur un bouton, anéantir des nations entières. Mais ils savent qu'ils auraient toute chance de figurer au nombre des victimes de la foudre qu'ils auraient déclenchée. Et si, par miracle, l'un ou l'autre en réchappait, sa victoire ne lui laisserait d'autre royaume que des ruines à perte de vue, d'autres*

sujets qu'une race minée jusque dans sa descendance par l'atroce maladie des rayons.

Il n'y a pas d'enjeu qui vaille ce prix. Il leur faut donc renoncer à la guerre ouverte pour faire prévaloir leurs ambitions ou leurs intérêts. Les données traditionnelles de la politique mondiale s'en sont ainsi trouvées bouleversées au moment même où commençaient de s'affronter dans un duel sans précédent deux idéologies à prétention universelle, incarnées chacune dans un État d'une puissance telle qu'elle suffisait à faire de lui un candidat à l'hégémonie.

Entre ces deux États l'équilibre de la terreur a institué une sorte d'armistice, dont l'Europe ne bénéficie d'ailleurs qu'au prix du maintien d'une coupure profonde qui insulte au bon sens et à l'équité. Mais l'histoire ne connaît pas de stabilisation durable. En Asie, en Afrique et en Amérique latine, le choc des idéologies continue, chaque jour, de faire couler le sang. Sous d'autres formes et en obéissant à d'autres règles la lutte se poursuit entre le communisme et le capitalisme, sans qu'on puisse, à moins d'éprouver la foi du charbonnier pour un des credos en présence, en augurer la fin. C'est ce que, faute d'un autre mot, on appelle la guerre froide, et c'est son histoire que nous avons entrepris de raconter ici.

Quand a-t-elle commencé? Le vieux financier américain Bernard Baruch, qui des années durant avait été le conseiller de Roosevelt, fut le premier à l'appeler publiquement par ce nom, dans un discours prononcé en 1947, lors de la discussion de la doctrine Truman d'assistance à la Grèce et à la Turquie. Quelques semaines plus tard, Walter Lippmann publiait sous ce titre une série d'articles, puis bientôt un livre. Mais il y avait longtemps que l'expression avait cours à Washington. Aussi bien l'opinion courante fait-elle remonter le début de la guerre froide au printemps 1946, et très précisément au discours par lequel Churchill convia, à l'Université de Fulton, dans le Missouri, les peuples de langue anglaise à s'unir pour faire face à la menace soviétique.

Notre intention première était donc de faire coïncider le début de ce livre avec la rupture, à cette époque, de la grande alliance qui avait eu raison du Reich et du Japon. Mais il nous apparut très vite qu'il n'existait aucune solution de continuité dans l'affrontement du pouvoir des Soviets

et du monde bourgeois et qu'il était impossible de comprendre les crises qui se sont succédé depuis la capitulation allemande sans remonter à ses premières phases.

Des événements comme l'intervention occidentale dans la guerre civile russe, le traité germano-soviétique de Rapallo, Munich, les visites de Ribbentrop à Staline et de Molotov à Hiller, l'insurrection de Varsovie, l'accord Staline-Churchill de 1944 sur la répartition des zones d'influence dans les Balkans ont sans doute davantage pesé sur le comportement des acteurs de la guerre froide que les enjeux qui les faisaient, ici et là, s'opposer. Ils ont en tout cas déterminé l'idée que les uns et les autres se faisaient de l'ampleur de ces enjeux.

Pourquoi raconter l'histoire de la guerre froide? Parce que, bien souvent sans que nous nous en rendions compte, elle nous a tous façonnés. Elle a affecté nos croyances et nos habitudes, la façon dont on vit à San Francisco et à Pékin, à La Havane et à Kinshasa; elle a coupé des villes et des pays en deux, détruit et créé des nations, fait porter les armes à des dizaines de millions d'hommes, tué des centaines de milliers d'entre eux, rempli les bagnes politiques, suscité l'enthousiasme, la souffrance et la peur et, comme toutes les grandes épreuves, le meilleur et le pire. Il est vain de se demander ce qui se serait passé si elle avait été évitée — sans doute d'ailleurs ne pouvait-elle pas l'être. En revanche, il n'est peut-être pas inutile d'en rappeler l'évolution quand ce ne serait que pour nous persuader, devant les certitudes en apparence les plus assurées, que le monde est en perpétuel devenir et que les renversements qui se sont produits hier peuvent très bien se reproduire demain. Qu'on songe seulement que la Russie soviétique, en un demi-siècle, aura été successivement l'alliée, ou l'associée, de l'Allemagne contre les signataires du traité de Versailles, de la France contre Hitler, de Hitler contre la France, l'Angleterre et la Pologne, de l'Angleterre et des États-Unis contre Hitler, de la Chine contre les États-Unis avant que ceux-ci à partir de 1971 deviennent les alliés de fait de celle-là.

Pour rester dans les limites raisonnables, ce récit doit évidemment laisser de côté bien des faits qui ont leur importance, ou n'en faire qu'une brève mention. Nous avons

pendant cru nécessaire de suivre d'assez près le déroulement d'un certain nombre d'événements particulièrement controversés ou trop oubliés, dont la connaissance est indispensable pour retrouver le fil de cette histoire dont le sens supposé est rien moins que rectiligne. Il en va ainsi notamment de la paix germano-russe de Brest-Litovsk en 1918, du pacte germano-soviétique de 1939, de la rupture entre Hitler et Staline, des discussions de Téhéran et de Yalta, du déroulement de la crise indochinoise en 1954, du sommet manqué de 1960 ou de la crise de Cuba de 1962.

Diverses personnalités — hommes politiques, militaires, diplomates — françaises ou étrangères, qui ont été à un titre ou à un autre mêlées à ces événements, ont bien voulu préciser pour nous certaines circonstances ou relire tel ou tel passage de cet ouvrage. Nous ne saurions trop les remercier de même que nos camarades du Monde sans l'amitié, les connaissances et les archives desquels nous n'aurions jamais pu le mener à bien.

Nous ne nous dissimulons pas pour autant le caractère un peu téméraire d'une entreprise dont nous n'avons pas tout à fait, en nous y engageant, mesuré l'ampleur. Beaucoup d'éléments y manquent fatalement. Les archives diplomatiques ne s'ouvrent que lentement, notamment en France. Les débats intérieurs du camp socialiste seraient totalement inconnus si la polémique engagée par Moscou avec Belgrade d'abord, puis avec Pékin et Tirana n'avait entraîné toute une série de révélations capitales. Et l'on ne saurait tout lire de ce qui a effectivement paru. Nous n'en avons pas moins été heureusement surpris, au fur et à mesure que nous avançons dans la rédaction de cet ouvrage, par le peu de champ que l'histoire de ces dernières années laisse à la controverse, dès lors qu'on étudie ses péripéties à fond et sans parti pris.

Il est évidemment un peu artificiel de ne retenir du conflit Est-Ouest que son aspect de confrontation politique, diplomatique et à l'occasion militaire. Il serait nécessaire pour être complet de montrer aussi l'action des forces économiques, spirituelles, intellectuelles, qui ont joué de part et d'autre. Nous n'avons guère pu y faire que de brèves allusions. Mais procéder autrement eût terriblement alourdi un livre déjà suffisamment consistant pour qu'il ait été indispensable de le couper en deux tomes, que sépare le cap de la guerre

de Corée, premier paroxysme avant la crise des fusées de 1968, de la grande confrontation.

Encore un mot. Nous n'avons pas cherché ici à démontrer la justesse d'une thèse, mais simplement à raconter ce qui a été somme toute la plus grande guerre de tous les temps. Non certes, grâce à Dieu, celle qui a fait jusqu'à présent le plus de victimes, encore que la froideur qu'on lui prête ne doive pas faire illusion, mais la première qui ait eu pour enjeu la domination de toute la terre et même de l'espace qui l'entoure, la première qui ait mis aux prises, au-delà des intérêts et des passions, deux recettes d'un bonheur automatique et universel.

Il serait ridicule de la ramener, de quelque côté qu'on situe l'un et l'autre, à une lutte du Bien et du Mal. Comme tous les grands conflits que l'humanité a connus, elle a suscité les plus beaux sacrifices comme les plus grandes bassesses. Nés ailleurs, les héros d'un camp auraient pu bien souvent être ceux de l'autre. Et s'il est juste de dire qu'à part Hitler et ses lieutenants, le plus grand criminel de cette histoire a nom Staline, il serait malhonnête de ne pas rappeler que le sang qu'il a versé coulait au nom d'une cause qui dépassait sa personne, son parti et son peuple pour s'identifier aux espoirs d'une grande partie de l'humanité. De même qu'il n'y aurait pas eu de 1789 si les cadres de l'Ancien Régime n'avaient pas trahi leur mission, il n'y aurait pas eu de 1917 ni de guerre froide si la société capitaliste avait découvert la justice sociale avant d'y être contrainte — en trop peu d'endroits — par la pression des masses.

Il se trouve que cette pression aidant, le monde dit occidental ou développé s'est considérablement transformé, s'éloignant de plus en plus de la description classique par Marx du capitalisme et par Lénine de l'impérialisme. Il se trouve que le monde socialiste, cloîtré par Staline derrière un impénétrable rideau de fer, a repris au régime qu'il venait d'abattre quelques-unes de ses caractéristiques les plus haïssables : l'appétit de puissance, la terreur, l'esclavage intellectuel et qu'il les a trop longtemps conservées. Le cynisme, la lâcheté s'en sont mêlés. Chacun a pris l'habitude de voir dans l'adversaire un hors-la-loi contre lequel tous les coups étaient permis. Le miracle est qu'entre ces deux mondes ainsi dressés l'un contre l'autre, ait fini par s'établir une

sorte de coexistence et que par moments le dialogue, l'effort de compréhension, voire d'interpénétration ait supplanté l'invective. Que le mérite en revienne surtout à l'armement nucléaire, il est difficile de le contester. Est-il encore possible d'espérer que de part et d'autre on finira par reconnaître ce qu'il y avait de fou dans la prétention de certains à ne vouloir donner d'autre choix à l'humanité pour régler les problèmes du XX<sup>e</sup> siècle, qu'entre deux idéologies nées au XIX<sup>e</sup>, avant l'avion, l'atome, l'espace, l'information de masse, l'automatisation, le décolonisation et l'explosion démographique?

Si cette histoire comporte une leçon, c'est avant tout une leçon de modestie. Ni le socialisme prétendument scientifique, ni le capitalisme prétendument libéral ne fournissent de solution toute faite aux problèmes de notre pauvre monde. Ni l'un ni l'autre ne met ses dirigeants à l'abri des erreurs, des échecs et des crimes. Il n'est pas d'ambition qui ne doive choisir, tôt ou tard, entre composer ou périr.

## Première partie

# Le socialisme dans un seul pays

« Combien de temps faudra-t-il à la lave pour se figer? Que restera-t-il de la Russie? Comment subsistera-t-elle à l'état organisé? C'est un mystère. Elle recommence son histoire, et il faudra un Ivan le Terrible pour lui rendre une figure de nation. »

Paul Cambon.

*(Lettre à M. Boppe, ministre de France à Pékin, le 28 février 1918.)*



# 1.

## L'éveil des géants

La vieille Europe a fait son temps. Il n'y a plus que deux peuples : la Russie là-bas, c'est barbare encore, mais c'est grand et (Pologne à part) c'est respectable. La vieille Europe aura tôt ou tard à compter avec cette jeunesse, car la Russie est une jeunesse, comme dit le peuple; l'autre jeunesse, c'est l'Amérique, une démocratie adolescente et enivrée, qui ne connaît aucun obstacle. L'avenir du monde est là, entre ces deux grands mondes. Ils se heurteront un jour, et l'on verra alors des luttes dont le passé ne peut donner aucune idée, du moins pour la masse et le choc physique, car le temps des grandes choses morales est passé.

(Propos de Thiers  
paraphrasés par Sainte-Beuve.  
Cahiers, 19 décembre 1847.)

Il n'y aurait pas eu de guerre froide s'il ne s'était trouvé au milieu de ce siècle deux puissances, et deux seulement, assez vastes, assez peuplées, assez confiantes dans la valeur de leurs croyances et de leurs armes de toutes sortes, pour se disputer la prépondérance mondiale, sans que pour autant l'une ou l'autre puisse jamais s'assurer une supériorité décisive.

Leur rivalité n'a éclaté au grand jour qu'après l'écrasement, en 1945, de leurs ennemis communs, Allemands et Japonais. Mais c'est en 1917 que se situent les deux événements qui l'ont engendrée : l'entrée en guerre des États-Unis et la révolution russe. La prétention du président Wilson, énoncée dans son message au Congrès du 2 avril de cette année qui fut à la fois celle des plus grands espoirs et du pire découragement, *d'établir la paix du monde sur les fondements éprouvés de la liberté politique*<sup>1</sup> heurtait de front la profession de foi de Léon Trotsky, commissaire du peuple aux Affaires étrangères, au lendemain du triomphe de l'insurrection, devant le Congrès des Soviets : *Ou la révolution russe déclenchera un mouve-*

ment révolutionnaire en Europe, ou les puissances européennes écraseront la révolution russe<sup>2</sup>. Lénine et Wilson, disait le même Trotsky dans un raccourci saisissant, sont les antipodes apocalyptiques de notre temps<sup>3</sup>. Comme en 1792, le défi idéologique venait ajouter une justification supplémentaire à tous les mobiles qui, depuis des millénaires, ont fait s'entre-déchirer les peuples : l'orgueil, la convoitise, la méfiance et la peur.

Le premier choc — l'intervention des États-Unis dans la guerre civile russe — devait être de peu d'ampleur et de courte durée. Les Américains retournèrent à leur isolationnisme et les Bolcheviks se replièrent sur eux-mêmes, tandis que l'Europe, inconsciente des périls qui pesaient sur elle, se préparait pour la nouvelle hécatombe où elle perdrait sa liberté. Mais rendez-vous avait été pris pour la grande confrontation qu'avaient annoncée tant de penseurs et d'hommes d'État français du XIX<sup>e</sup> siècle.

Napoléon, à Sainte-Hélène, croyait que le monde serait bientôt *république américaine ou monarchie universelle russe*<sup>4</sup>. Henri Martin, Michelet, Ernest Cœurderoy qu'entre Moscou et Washington se livrerait la bataille décisive entre le despotisme et la liberté. Tocqueville, évoquant dans une page inoubliable les natures si différentes des deux peuples, les avait décrits se partageant un jour l'univers.

Jusqu'à la guerre de 1914 rien n'était venu confirmer ces grandioses prophéties. L'Europe, en pleine expansion coloniale et industrielle, avait conscience d'être plus que jamais le centre du monde. Mais pendant ce temps la Russie et l'Amérique, séparées par deux océans, achevaient par l'or, par l'épée et par le rail la constitution des immenses empires continentaux qui les qualifieraient plus tard pour une compétition que bien peu de leurs enfants auraient alors osé imaginer.

*Il n'y a aucune raison*, avait écrit Alexandre I<sup>er</sup> à Jefferson au début du XIX<sup>e</sup> siècle, *pour que notre amitié soit troublée par quoi que ce soit. Nous sommes intéressés mutuellement à la liberté des mers*<sup>5</sup>. Plus de cinquante ans

plus tard, le secrétaire d'État Seward lui fera écho : *La Russie a notre amitié de préférence à toute autre puissance, simplement parce qu'elle ne nous veut que du bien et nous laisse conduire nos affaires comme nous l'entendons* <sup>6</sup>.

Alexandre avait été jusqu'à vouloir faire entrer les États-Unis dans la Sainte-Alliance. C'était pousser le paradoxe un peu loin, comme devait bientôt le montrer la révolte des colonies espagnoles. Alors que le tsar était tout disposé à voler au secours des Bourbons de Madrid, le président Monroë, assuré de l'indispensable protection de la flotte anglaise, alors maîtresse incontestée des océans, lança en 1823 la doctrine qui devait immortaliser son nom. Nous nous abstiendrons, déclara-t-il, de toute ingérence dans les affaires du vieux monde, mais nous considérerons comme *dangereuse... toute tentative des puissances monarchiques pour établir leur système politique* sur le continent américain et comme *inamicale... toute intervention contre l'indépendance des Républiques sud-américaines* <sup>7</sup>.

Tous les germes d'un conflit étaient réunis. Mais il n'éclata pas. Non seulement la Russie renonça, devant l'opposition de Vienne et de Londres, à se mêler des affaires d'Amérique du Sud, mais elle liquida progressivement les établissements pourtant nombreux et prospères que ses colons avaient créés de Vancouver à San Francisco. En 1825, Nicolas I<sup>er</sup>, successeur d'Alexandre repoussa, de peur surtout d'encourager les insurgés des colonies espagnoles, la proposition qui lui avait été faite par les Mexicains d'acquérir la Haute-Californie en échange de la reconnaissance de leur indépendance. L'année suivante il conclut avec les États-Unis une convention accordant la liberté de commerce et de pêche aux bateaux des deux pays. En 1825 il s'entendit avec l'Angleterre pour arrêter sur ce qui constitue aujourd'hui la frontière méridionale de l'Alaska l'expansion territoriale russe dans le Nouveau Monde. Un traité anglo-américain, en 1846, attribua définitivement aux États-Unis la Californie et l'Oregon, sans que Saint-Pétersbourg y trouvât à redire.

L'année 1863 vit entre Russes et Américains une première expérience de coopération active, alors que l'idéologie pourtant aurait dû les séparer. Dans la guerre de Sécession,

les sympathies de Saint-Pétersbourg allaient évidemment en effet aux esclavagistes du Sud, tandis que la première Internationale câblait à Lincoln, sous la signature de Karl Marx : *Depuis le début de la lutte de titans dont l'Amérique est le théâtre, les travailleurs d'Europe savent que le destin de leur classe est lié au drapeau étoilé*<sup>8</sup>. De leur côté, les croisés américains de la liberté ne pouvaient que se sentir solidaires de l'insurrection qui venait d'éclater en Pologne. Mais l'intérêt en disposait autrement. Napoléon III tout occupé de son rêve mexicain et le cabinet de Londres soucieux de préserver l'approvisionnement des filatures du Lancashire en coton de Virginie et du Mississipi, soutenaient les confédérés. Le tsar craignait que Paris et Londres ne profitent de ses difficultés à Varsovie pour déclencher une nouvelle guerre de Crimée. Il dépêcha dans les ports de l'Union, qui fut bien aise de les accueillir, deux escadres dans l'intention de les jeter le cas échéant au travers des lignes de navigation britanniques.

Seward s'écria dans une belle envolée : *Quand les serfs et les esclaves seront définitivement libérés, il n'y aura plus de limites aux possibilités des peuples russe et américain. Le moindre des objectifs qu'ils pourraient atteindre serait de maintenir la paix du monde et d'empêcher les despotes ambitieux de jeter les peuples dans des guerres inutiles*<sup>9</sup>. Franklin Roosevelt, en 1944, ne tiendra pas un langage bien différent.

Cette coopération eut un résultat considérable. Lorsqu'en 1867 le tsar décida de se débarrasser de l'Alaska, jugé non rentable et mal défendable, c'est aux États-Unis que, pour une bouchée de pain, il le vendit, parce qu'il ne pensait pas que ceux-ci pussent jamais menacer la sécurité de l'Empire. Il n'y eut d'ailleurs aucun enthousiasme en Amérique pour l'opération. Seward qui s'en était fait l'ardent défenseur eut toutes les peines du monde à faire ratifier par le Congrès l'acquisition de ce qu'on appelait alors sa *folie* ou sa *glacière*<sup>10</sup>. Ainsi jadis Voltaire avait-il résumé le Canada à *quelques arpents de neige*. Aujourd'hui l'Alaska joue un rôle capital de forteresse avancée du système défensif américain et de plaque tournante des vols transpolaires.

A l'époque en effet, la rivale essentielle de la Russie était la Grande-Bretagne aux ambitions de laquelle elle se heurtait partout, des confins de la Turquie à ceux des Indes, dans ses tentatives pour s'assurer des ports en mer chaude.

Lénine lui aussi verra toute sa vie dans l'Angleterre le parangon de l'*impérialisme*, stade *monopoliste*, stade *suprême* selon lui du capitalisme à l'heure de la *possession monopolisée des territoires du globe, entièrement partagés*<sup>11</sup>. S'il y eut effectivement jamais sur terre puissance impérialiste, ce fut bien celle-là qui en quarante ans, de 1860 à 1900, avait quadruplé la superficie des territoires soumis à son sceptre.

C'est dans l'idée d'affaiblir cette puissance que la Russie applaudit aux premières manifestations du colonialisme américain, qui après la guerre victorieuse contre l'Espagne et l'annexion des Philippines porta la frontière des États-Unis à plus de 10 000 kilomètres de San Francisco. *L'histoire de l'humanité*, proclamait alors orgueilleusement le président Théodore Roosevelt, *a débuté par une ère méditerranéenne, elle a continué par une période atlantique et elle entre actuellement dans une phase du Pacifique*<sup>12</sup>.

Mais si cet *incomparable bond en avant*<sup>13</sup> pour reprendre la formule de son apologiste de l'époque, l'amiral Mahan, installait les Américains dans une veille chasse gardée européenne, ce n'est pas à l'Angleterre qu'il l'opposait d'abord. Bien au contraire, puisque c'est de cette époque que date, comme le rappelle Anthony Hartley, la résolution des dirigeants britanniques *de ne rien faire qui pût froisser les États-Unis*<sup>14</sup>. Cette règle n'a connu depuis lors qu'une seule et très brève exception : lors de la crise de Suez de 1956. La véritable *entente cordiale* de notre temps, la voilà...

En revanche, l'impérialisme américain était condamné, par son dynamisme même à se heurter avec la Russie. *Les Philippines de même que Cuba et Porte-Rico*, avait déclaré le président Mc Kinley après l'annexion de l'archipel, *nous ont été confiées par la Providence... Les Philippines sont à nous pour toujours... Immédiatement derrière les Philippines se trouvent les marchés illimités de Chine. Nous ne renoncerons ni aux unes, ni aux autres*<sup>15</sup>.

Effectivement dès le début du xx<sup>e</sup> siècle, le secrétaire d'État John Hay soutient le principe de la *porte ouverte* au commerce international en Chine, aussi conforme aux intérêts de l'industrie américaine qu'à la bonne conscience libérale de ses compatriotes. Or, tout en se défendant de toute idée coloniale, la diplomatie tsariste entendait, selon l'euphémisme de son principal artisan, le comte Witte, assurer en Orient une *mission de protection et d'éducation* <sup>16</sup>.

En 1898, la Corée et la Mandchourie étaient devenues des protectorats russes. L'ambassadeur de Nicolas II à Berlin déclarait officiellement que *les provinces du nord de la Chine, du Che-li et du Turkestan chinois constituaient pour son pays une sphère d'action exclusive* <sup>17</sup>. Le cabinet de Saint-Pétersbourg se faisait céder à bail par Pékin les deux ports de Port-Arthur et de Dairen. Le 28 avril 1899, Londres reconnaissait zone d'influence russe les pays *au nord de la grande muraille de Chine* <sup>18</sup>. Il devait y avoir par la suite d'autres accords de ce type entre l'Angleterre et la Russie : en 1907 et en 1914, partage d'influence en Perse; en octobre 1944, encore entre Staline et Churchill, répartition, chiffrée en pourcentages, des zones de prépondérance dans les Balkans.

Un moment, en 1902, la Russie sous l'influence de la France, son alliée, fit mine de reculer, s'engageant même à évacuer la Mandchourie. Mais elle mit rapidement des conditions inacceptables à l'exécution de ses promesses. Une vive tension s'ensuivit avec le Japon. Elle aboutit à la guerre de 1904, et aux sévères défaites de l'armée russe, qui devaient considérablement aggraver un climat social et politique déjà lourd et conduire à la révolution de 1905, prélude de celle de 1917.

Théodore Roosevelt ne se contenta pas de se féliciter de l'attaque japonaise. Il fit savoir à la France et à l'Allemagne, selon sa propre expression *de la façon la plus polie et la plus discrète*, que dans le cas où elles s'associeraient avec la Russie contre le Japon, *il se rangerait immédiatement aux côtés de celui-ci et irait jusqu'où il faudrait aller* <sup>19</sup>. Mais il craignait aussi une victoire complète de Tokyo, qui déchaînerait ses ambitions. Aussi fut-il bien aise d'exercer sa médiation; elle aboutit le 5 septembre 1905

au traité de Portsmouth (New Hampshire) qui donnait aux Nippons le contrôle de la Mandchourie méridionale, de la Corée et du sud de Sakhaline. Quarante ans plus tard, Staline devait prendre sa revanche sur un autre Roosevelt : pour prix de son entrée en guerre contre l'empire du Soleil levant, il obtint à Yalta le rétablissement des *droits antérieurs de la Russie violés par l'attaque déloyale du Japon en 1904*<sup>20</sup>.

Dès 1907 pourtant le gouvernement du Mikado, en prévision d'un conflit possible avec les États-Unis avait effectué un rapide rapprochement avec Saint-Pétersbourg, impliquant la reconnaissance des intérêts spéciaux des tsars en Mandchourie du Nord, en Mongolie et même en Corée. La Russie bolchevik ne l'oubliera pas...

L'entrée à la Maison-Blanche, en 1913, de Woodrow Wilson entraîna un changement radical de la politique de Washington. Le parti démocrate dont il était le candidat avait vivement critiqué sous Theodore Roosevelt et son successeur Taft la *diplomatie du dollar* et l'impérialisme. Il ne voulait croire que dans la bonne volonté, l'organisation internationale, la *Nouvelle Liberté*. Il faisait passer rigoureusement l'idéalisme, ou si l'on veut l'idéologie, en matière de politique internationale, avant l'intérêt.

Les nouveaux dirigeants américains n'avaient que répulsion pour le tsarisme, avec son cortège de déportations, de pendaisons et de pogromes. Mais lorsqu'il eut été abattu, ils ne demandèrent qu'à croire que la Russie se transformerait sur l'heure en paradis libéral. Wilson, dans le message au Congrès déjà cité du 2 avril 1917 n'hésita pas à proclamer que *pour ceux qui la connaissent le mieux, elle a toujours été profondément démocratique dans toute sa manière de penser, dans les coutumes journalières de ses habitants, manifestation de leur instinct réel et de leur attitude à l'égard de la vie. L'autocratie qui couronnait le sommet de son édifice... n'était pas en réalité russe dans son origine, son caractère ou ses tendances... voici un digne associé*, conclut-il, *pour une ligue d'honneur*<sup>21</sup>. Touchantes illusions qui reflueront à l'époque de l'alliance contre le nazisme, bien qu'entre-temps le stalinisme ait ressuscité l'image d'une Russie étrangement semblable à celle que Custine avait découverte en 1839 : *Nation*

*essentiellement conquérante, avide à force de privations qui expie d'avance chez elle par une soumission avilissante l'espoir d'exercer la tyrannie chez les autres* <sup>22</sup>.

A la différence des États-Unis, les pays d'Europe avaient presque tous eu à un moment ou à un autre de leur histoire l'occasion d'en découdre avec la Russie. L'expansionnisme était en effet congénital à l'empire des tsars. Faute d'une frontière naturelle où arrêter les conquérants venus de l'ouest, il était toujours tenté de repousser son glacis plus avant. Et comme l'hiver le soumettait six mois par an à un véritable blocus il cherchait tout naturellement pour y échapper des ports en mer chaude. Lorsque en 1914, Nicolas II déclara la guerre aux Empires centraux, ce n'était pas pour assurer la victoire du Droit et de la Liberté qu'ils respectaient plus que lui, mais pour s'assurer, tant à l'ouest qu'au sud, les avantages territoriaux décisifs que ses prédécesseurs avaient en vain recherchés.

Il réclama donc aux Alliés les Dardanelles, les défilés des Carpathes, toute la Pologne, une partie de la Prusse orientale. En 1915, il obtint d'eux, par traité secret, la promesse de Constantinople. L'année suivante, l'accord Sykes-Picot, qui partageait entre l'Angleterre et la France les dépouilles de l'empire ottoman, lui attribua Trébizonde, le Kurdistan, la moitié de la Perse.

Non contente d'en convoiter les marches, la Russie se mêlait de vouloir purifier *l'Occident pourri*. Les Cosaques en 1815, avaient campé aux Champs-Élysées. Nicolas I<sup>er</sup>, champion enragé de la réaction, avait proposé ses soldats, en 1830, au roi de Hollande, pour écraser la révolte belge. Metternich n'hésita pas à faire appel à lui en 1848 pour mater l'insurrection hongroise. Les intellectuels *slavophiles* n'étaient pas en reste sur les tsars. Gogol s'écriait tranquillement dans les *Ames Mortes*: *Et toi, Sainte Russie, dans quel tourbillon es-tu emportée, telle cette troïka que nul ne peut atteindre. Tu soulèves des tempêtes de poussière, les ponts craquent et tout recule... tu dépasses tout!... Et celui qui te contemple s'arrête comme frappé par un prodige divin... la troïka fend l'espace, inspirée par Dieu... Tout ce qui vit sur la terre fuit et disparaît et les autres peuples, les autres*

*empires s'écartent et te laissent la voie libre, Sainte Russie*<sup>23</sup>!

Le Dostoïevski des *Démons* écrivait que le peuple russe était le seul *théophore* (porteur de Dieu); qu'il était seul parmi tous les peuples à *détenir le vrai Dieu* et que le *second avènement* aurait lieu en Russie... *Un peuple vraiment grand*, écrivait-il encore, *ne se contentera jamais d'un rôle secondaire dans l'humanité; ce qu'il lui faut, c'est la toute première place, le rôle unique*<sup>24</sup>... Sur le bord opposé l'anarchiste Bakounine annonçait en 1848 le jour où de l'océan du sang et du feu surgirait à Moscou, haut dans le ciel, l'étoile de la Révolution pour devenir le guide de l'humanité<sup>25</sup>.

Un demi-siècle plus tard l'étoile rouge couronnera effectivement la tour du Kremlin et le messianisme marxiste se greffera, en l'assumant de plus en plus, sur le messianisme russe. Ce jour, Marx, dans les dernières années de sa vie, l'avait espéré. Il avait pourtant longtemps professé le plus grand mépris à l'égard de la *Moscovie formée et grandie à l'école d'abjection que fut le terrible esclavage mongol*<sup>26</sup>. Il avait dénoncé avec force ses tendances à l'*agression universelle*<sup>27</sup>. Mais après avoir écrit dans le Manifeste communiste (1848) qu'en *Allemagne, la révolution bourgeoise serait forcément le prélude immédiat de la révolution prolétarienne*<sup>28</sup>, après avoir attendu le *chant du coq gaulois*<sup>29</sup> comme le signal de la Révolution universelle, après avoir nourri quelques illusions sur la classe ouvrière anglaise, il s'était consolé de ses déboires en misant sur la Russie, où ses œuvres avaient suscité un grand intérêt : *La Russie*, écrivait-il à son ami le professeur de musique Sorge en 1877, *se trouve depuis longtemps menacée d'un bouleversement; tous les éléments en sont prêts (...) toutes les couches de la société russe sont en pleine décomposition, économiquement, moralement et intellectuellement. La Révolution commence cette fois à l'Est*<sup>30</sup>.

Marx, impressionné par la guerre russo-turque, avait encore une fois pris ses désirs pour des réalités. Mais vingt-huit ans plus tard, en 1905 la Révolution éclate effectivement en Russie. C'est une Révolution bourgeoise. Que vont faire les militants groupés depuis 1898 au sein d'un parti social-démocrate ouvrier de Russie (P.O.S.D.R.) affilié à la II<sup>e</sup> Internationale? Contre les socialistes révo-

lutionnaires (S.R.) qui préconisaient le partage des terres, avant l'avènement de la civilisation industrielle, pour éviter la contamination par la pensée occidentale, ils croyaient avec l'auteur du *Capital* que la Révolution socialiste, autrement dit l'appropriation collective, grâce à la dictature du prolétariat, de tous les moyens de production, ne peut intervenir que dans un pays de capitalisme avancé. Or, écrit alors Lénine, *le degré de développement économique de la Russie (condition objective) et le degré de conscience et d'organisation des grandes masses du prolétariat... rendent impossible l'émancipation immédiate et totale de la classe ouvrière*<sup>31</sup>. Il ne peut donc y avoir pour le prolétariat et pour la paysannerie d'autre chemin vers la liberté véritable que celui de la liberté bourgeoise et du progrès bourgeois<sup>32</sup>. Mais de cette prémisse, les deux tendances principales du parti tirent des conclusions différentes.

Ceux qu'on appelle les *mencheviks* parce qu'ils sont « *minoritaires* » dans la direction du parti, bien qu'ils aient le nombre pour eux, sont persuadés, avec Martov, du caractère inéluctable de la Révolution. Ils pensent que la diffusion des idées marxistes suffira à créer dans le peuple *le besoin brûlant d'attaquer et de s'armer*<sup>33</sup>. Ils sont donc favorables à la formule d'un parti de larges masses et condamnent, au nom de la pureté idéologique, tout soutien, fût-il tactique aux politiciens *bourgeois*. Ils ne veulent pas collaborer à l'avènement de cette révolution bourgeoise qu'ils croient pourtant indispensable au succès de leurs propres thèses.

Contre eux, Lénine et ses *Bolcheviks (majoritaires)* prêchent le langage du réalisme et de l'audace. Il faut disent-ils, organiser le parti pour la conquête du pouvoir, en faire donc une armée dure et entraînée, ce qui suppose qu'on préfère pour le recrutement la qualité à la quantité. Il faut aussi commencer par le commencement, car écrit Lénine, *l'idée de chercher le salut de la classe ouvrière ailleurs que dans le capitalisme est réactionnaire*<sup>34</sup>.

*Le prolétariat, affirme-t-il encore, doit faire jusqu'au bout la Révolution démocratique en s'adjoignant la masse paysanne, pour écraser par la force la résistance de l'autocratie et paralyser l'instabilité de la bourgeoisie*<sup>35</sup>. *Mais la Révolution démocratique faite, nous aborderons aussitôt et dans*

*la mesure précise de nos forces, dans la mesure des forces du prolétariat conscient et organisé, la voie de la révolution socialiste*<sup>36</sup>. Rien n'élèvera davantage l'énergie révolutionnaire du prolétariat mondial, dit-il encore, rien n'abrègera autant son chemin vers la victoire complète que cette victoire décisive de la Révolution commencée en Russie<sup>37</sup>....

Mais la révolution *bourgeoise* de 1905 n'est victorieuse qu'en apparence. Bientôt le tsar prend sa revanche et la répression s'abat avec rigueur sur les sociaux-démocrates, qui n'en continuent pas moins de s'entredéchirer avec frénésie. En 1912, tandis que l'agitation sociale se développe en Russie les Bolcheviks enregistrent une série de succès. La VI<sup>e</sup> Conférence du P.O.S.D.R., réunie à Prague en janvier, élimine les mencheviks de ses organes de commande et pour consacrer la scission ajoute la mention « b » (bolchevik) à sa dénomination officielle. Un *bureau russe* dirigé par Joseph Djougachvili, alias Staline, rude militant géorgien, alors exilé en Sibérie est chargé de centraliser l'action révolutionnaire en Russie même. Lénine s'installe en Galicie autrichienne, tout près de la frontière, pour se rapprocher des militants. Un grand journal, la *Pravda* — la vérité — est lancé par le Parti à Pétersbourg. Interdit à plusieurs reprises, il reparait à chaque fois sous un nouveau nom. En octobre, six députés bolcheviks sont élus à la Douma (Parlement) d'Empire. Les candidats du Parti recueillent un million de voix contre deux cent mille seulement aux mencheviks. Enfin le congrès de l'Internationale, réuni à Bâle, adopte une résolution dans laquelle il déclare considérer *qu'amener la chute du tsarisme... espérance de toutes les puissances de réaction de l'Europe... constitue une de ses tâches principales*<sup>38</sup>.

Deux ans plus tard, le tableau a complètement changé. Les partis socialistes, à Bâle, avaient déclaré la *guerre à la guerre* et invité la classe ouvrière de tous les pays, à tout faire, si par malheur elle éclatait, pour la faire cesser promptement, utilisant *de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste*<sup>38</sup>. Or, dès le premier coup de canon de la Première Guerre mondiale, ils se sont ralliés, des deux côtés de la barricade, à l'union sacrée. *C'est la fin de la*

*II<sup>e</sup> Internationale, s'écrie Lénine, obligé de se réfugier en Suisse. A partir de ce jour je ne me dénomme plus social-démocrate, mais communiste...<sup>39</sup>. Le 1<sup>er</sup> novembre 1914 la P.O.S.D.R. publie une résolution affirmant que la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile est le seul mot d'ordre prolétarien juste...*

*Dans la situation internationale actuelle, poursuit ce texte, on ne peut dire du point de vue du prolétariat international quelle défaite — de quel groupe de nations belligérantes — serait le moindre mal pour le socialisme. Mais pour nous, sociaux-démocrates russes, il est hors de doute que du point de vue de la classe ouvrière et des masses laborieuses de tous les peuples de Russie le moindre mal serait la défaite de la monarchie tsariste, gouvernement le plus réactionnaire et le plus barbare, qui opprime le plus grand nombre de nations et la plus grande masse des populations d'Europe et d'Asie<sup>40</sup>.*

Ce langage, sur le moment, a peu d'écho. Quelques militants pacifistes venus de tous les pays d'Europe réussissent bien à se rencontrer, en 1915 et 1916, dans les localités de Zimmerwald et de Kienthal, en Suisse. Mais c'est en vain que Lénine, appuyé par son fidèle lieutenant Zinoviev, cherche à faire prévaloir un appel aux combattants à *poser leurs armes et à les retourner contre leur ennemi commun, les gouvernements capitalistes<sup>41</sup>*. En vain aussi qu'il presse les congressistes de constater la déchéance de la II<sup>e</sup> Internationale et de décider la création d'une troisième.

En 1914, il a été à deux doigts d'abandonner la politique. Mais le développement dans les deux camps, au fur et à mesure que s'aggravait le massacre, d'une agitation contre la guerre, lui rend progressivement l'espoir. C'est alors que après avoir fait dans une brochure célèbre la théorie prudente, car elle était destinée à être diffusée en Russie, de *l'impérialisme stade suprême du capitalisme*, il imagine la loi selon laquelle *le développement du capitalisme se fait d'une façon extrêmement inégale dans les différents pays...* D'où il tire cette conclusion que *le socialisme ne peut vaincre simultanément dans tous les pays<sup>42</sup>*.

Ce que Staline résumera plus tard dans ses *principes du léninisme* en écrivant que *la chaîne du front impérialiste*

en général doit se rompre là où les anneaux sont les plus faibles, et en tout cas pas nécessairement là où le capitalisme est plus développé<sup>43</sup>... Pour l'heure ce maillon le plus faible se trouve évidemment en Russie.

Dès 1902, Lénine avait écrit dans *Que faire? : L'Histoire nous assigne une tâche immédiate, la plus révolutionnaire de toutes les tâches immédiates du prolétariat de n'importe quel autre pays. L'accomplissement de cette tâche ferait du prolétariat russe... l'avant-garde du prolétariat international*<sup>44</sup>... »

La chute du tsarisme, en mars 1917, le prend au dépourvu. Mais elle lui apparaît aussitôt comme une chance unique de réaliser ce programme. Il ne perd pas de temps pour expliquer *scientifiquement* pourquoi elle était inévitable, et inviter le prolétariat à passer à la seconde étape : la conquête du pouvoir bourgeois, pour faire ensuite sa propre révolution. Joignant le geste à la parole, il prend le train pour la Russie, en compagnie d'un groupe d'émigrés, avec les sauf-conduits et la bénédiction des autorités allemandes. « *Certes, écrit-il dans une lettre aux ouvriers suisses, au moment de quitter Genève, la Russie est un pays paysan, un des pays les plus retardataires d'Europe. Le socialisme ne peut pas y triompher directement... Le prolétariat russe ne peut pas par ses seules forces achever victorieusement la révolution socialiste... Il estime cependant que la nature agricole du pays... est susceptible de faire de la révolution bourgeoise démocratique en Russie le prélude de la révolution mondiale*<sup>45</sup>. C'est à quoi il va désormais s'employer avec une énergie, un courage, une intelligence qui font certainement de lui l'une des figures les plus marquantes de l'histoire de l'humanité.

Depuis février, deux pouvoirs coexistaient tant bien que mal à la tête de la Russie : le gouvernement provisoire, dominé par les éléments bourgeois, et présidé successivement par le prince Lvov et par le socialiste révolutionnaire Kerensky; les Soviets, émanation des ouvriers et des soldats, au sein desquels, dans la plupart des grandes villes, la majorité appartient aux mencheviks et aux socialistes révolutionnaires. Dénonçant avec véhémence le caractère *impérialiste* du gouvernement provisoire, qui continue la guerre aux côtés de l'Entente, Lénine fait immédiate-

ment campagne sur le thème *Tout le pouvoir aux Soviets*, s'efforçant d'y renverser la majorité en sa faveur. En août, le complot du général Kornilov, qui veut dissoudre les Soviets, a pour conséquence le ralliement aux Bolcheviks de ceux de Petrograd et de Moscou.

Le 10 octobre, le Comité central du P.O.S.D.R. reconnaît que *l'insurrection armée est inévitable et arrivée à pleine maturité* <sup>46</sup>.

## Bibliographie et notes

1. Sir Thomas BARCLAY, *Le Président Wilson*, Paris, Armand Colin 1918, p. 263.
2. John REED, *Dix jours qui ébranlèrent le monde*, Paris, Éditions sociales 1958, p. 155.
3. Isaac DEUTSCHER, *Trotsky*, Paris, Julliard 1964, tome II, p. 291.
4. Denis de ROUGEMONT, *Vingt siècles d'Europe*, Paris, Payot 1961, p. 268.
5. Victor ALEXANDROV, *L'ours et la baleine*, Paris, Stock 1958, p. 14.
6. Fernand L'HUILLIER, *De la Sainte-Alliance au Pacte atlantique*, La Baconnière, Neuchatel 1954, tome I, p. 149.
7. André MAUROIS, *Histoire des États-Unis*, Paris, Albin Michel 1947, p. 263.
8. Jean DARIDAN, *Abraham Lincoln*, Paris, Julliard 1962, p. 228.
9. ALEXANDROV, *op. cit.*, pp. 35-36.
10. Amiral LEPOTIER, *Les Russes en Amérique*, Paris, Fayard 1958, p. 170.
11. LÉNINE, *L'impérialisme, stade suprême du capitalisme*, Paris, Éditions sociales 1945, p. 79.
12. L'HUILLIER, *op. cit.*, p. 266.
13. Walter LIPPMANN, *La politique étrangère des États-Unis*, Paris, Éditions des Deux Rives 1945, p. 36.

14. Anthony HARTLEY, *L'Angleterre. Une autocritique*, Paris, Éditions du Seuil 1946, p. 66.
15. LÉNINE, *op. cit.*, p. 109.
16. L'HUILLIER, *op. cit.*, tome II, p. 21.
17. *Ibid*, tome I, p. 248.
18. Pierre RENOUVIN, *La question d'Orient*, Paris, Hachette 1946, p. 169.
19. L'HUILLIER, *op. cit.*, tome II, p. 59.
20. STETTINIUS, *Yalta, Roosevelt et les Russes*, Paris, Gallimard 1951, p. 92.
21. BARCLAY, *op. cit.*, p. 263.
22. Marquis de CUSTINE, *La Russie en 1839*, Paris, Librairie d'Amyot 1843, tome IV, p. 354.
23. GOGOL, *Les âmes mortes*, Paris, Albin Michel 1948, p. 264.
24. DOSTOIEVSKI, *Les Démons*, Paris, Gallimard 1955, pp. 267-268.
25. Benoît HEPNER, *Bakounine et le panslavisme révolutionnaire*, Paris, Marcel Rivière 1950, p. 270.
26. Michel COLLINET, *Du bolchevisme*, Paris, Amiot-Dumont 1957, p. 179.
27. *Ibid.*, p. 180.
28. Karl MARX, *Œuvres*, Paris, Gallimard 1963, tome I, p. 194.
29. Jean-Yves CALVEZ, *La pensée de Karl Marx*, Éditions du Seuil, Paris 1956, p. 33.
30. MARX, *op. cit.*, p. CLXIII.
31. LÉNINE, *Deux tactiques de la social-démocratie révolutionnaire dans Œuvres choisies*, Moscou, Éditions en langues étrangères 1948, p. 428.
32. *Ibid.*, p. 506.
33. Iskra du 27 janvier 1905 cité par Collinet, p. 57.
34. LÉNINE, *Œuvres choisies, op. cit.*, p. 448.
35. *Ibid.*, p. 496.
36. LÉNINE, *L'attitude de la social-démocratie à l'égard du mouvement paysan*, in *ibid.*, p. 541.

37. *Ibid.*, p. 455.
38. Texte de la résolution de Bâle en annexe à Lénine, *L'impérialisme stade suprême*, *op. cit.*, pp. 116 ss.
39. Nina GOURFINKEL, *Lénine*, Paris, Éditions du Seuil 1959, p. 87.
40. LÉNINE, *Œuvres choisies*, *op. cit.*, p. 746.
41. *Ibid.*, p. 744.
42. LÉNINE, *Le programme militaire de la révolution prolétarienne dans Œuvres choisies*, *op. cit.*, p. 888.
43. STALINE, *Les questions du Léninisme*, Paris, Éditions sociales 1947, tome I, p.27.
44. LÉNINE, *Que faire*, dans *Œuvres choisies*, *op. cit.*, p. 195.
45. COLLINET, *op. cit.*, p. 72.
46. *Histoire du parti communiste (bolchevik) de l'U.R.S.S.* Paris, Éditions sociales 1946, p. 174.

## De la guerre impérialiste à la guerre civile

Lorsque la guerre de la Révolution éclata, les rois ne la comprirent point; ils virent une révolte là où ils auraient dû voir le changement des nations, la fin et le commencement d'un monde.

CHATEAUBRIAND, *Mémoires d'Outre-Tombe*.

Lénine n'était pas précisément l'apôtre de la coexistence pacifique dont la propagande soviétique devait composer ultérieurement la rassurante image. La pendaison par la justice tsariste de son frère, un terroriste romantique, avait fait de ce fils de fonctionnaire, à l'âge de seize ans, un ennemi mortel de la civilisation capitaliste. S'il était bon, c'était abstraitement, à la manière de Robespierre. Comme disait Gorki, *il retenait son âme par les ailes*<sup>1</sup>. Il se croyait autorisé, au nom de la foi qui l'habitait, à employer tous les moyens. Le penchant naturel de son esprit, merveilleusement doué pour la dialectique, la polémique, la synthèse historique l'y poussait. Marx avait été le prophète de la révolution mondiale. Lénine en fut l'accoucheur, et le génial stratège.

Il ne se serait pas lancé à l'assaut du fragile gouvernement provisoire de Kerensky s'il n'avait pas cru que la révolution allait éclater très vite dans les principaux pays d'Europe. *C'est une vérité absolue*, avait-il déclaré, le 7 mars 1917, devant le VII<sup>e</sup> Congrès du POSDR, *que nous serons condamnés à périr si la révolution n'éclate pas en Allemagne*<sup>2</sup>.

Et le Comité central inscrivit : *La situation internationale de la Révolution russe (le soulèvement dans la flotte allemande comme signe extrême de la poussée dans toute l'Europe de la révolution mondiale socialiste*<sup>3</sup>..., en tête des motifs qui le 23 octobre 1917 (10 octobre vieux style)

lui firent décider l'insurrection contre le gouvernement provisoire *bourgeois* de Kerensky.

Lénine avait surestimé le tonus révolutionnaire de la classe ouvrière allemande. Le soulèvement de la flotte impériale se réduisit à la mutinerie vite réprimée de trois bateaux à quai. Mais il en aurait fallu davantage pour faire changer d'avis un homme aussi persuadé du caractère scientifique de ses analyses et de ses intentions. Marx ne voyait-il pas dans le socialisme *l'énigme de l'histoire résolue* <sup>4</sup>? La première décision du gouvernement des Soviets, le *décret sur la paix* du 8 novembre 1917, ne peut se comprendre que dans la certitude d'une contagion rapide de l'exemple russe.

Le texte lu par Lénine en personne devant le Congrès panrusse des Soviets, qui l'avait accueilli par une formidable ovation, s'adressait *aux peuples et aux gouvernements de tous les pays belligérants*. Il leur proposait l'ouverture immédiate de pourparlers en vue d'une *paix démocratique équitable*, c'est-à-dire sans annexion ni indemnité. Précisant qu'il était disposé à étudier toutes autres conditions de paix sous réserve qu'elles fussent *rédigées en toute clarté, sans la moindre équivoque ni le moindre secret*, le gouvernement révolutionnaire annonçait son intention de renoncer à la diplomatie confidentielle et de publier intégralement les traités secrets signés par les tsars. Il préconisait la conclusion sans délai d'un armistice de trois mois au moins, pendant lesquels il devrait être possible d'achever les pourparlers de paix. Il ajoutait qu'en formulant cette proposition, il s'adressait *plus spécialement aux ouvriers conscients des trois nations les plus avancées de l'humanité, des trois plus grands États participant à la guerre actuelle, aux ouvriers d'Angleterre, de France et d'Allemagne* <sup>5</sup>.

Commentant le décret, Lénine déclara qu'il se heurterait à l'opposition des gouvernements impérialistes. *Nous ne nous faisons aucune illusion à cet égard*, ajouta-t-il. *Mais nous espérons que la révolution éclatera bientôt dans les pays belligérants... si le prolétariat allemand comprend que nous sommes prêts à considérer toutes les offres de paix, ce sera vraisemblablement la goutte d'eau qui fera déborder le vase. La Révolution éclatera en Allemagne* <sup>6</sup>.

Le décret fut adopté à l'unanimité au chant de l'*Inter-*

*nationale*. Mais, à l'extérieur il passa complètement inaperçu. L'autorité des Soviets, à l'époque ne débordait guère la ville de Petrograd. Et encore... Le président du Soviet de la capitale, Trotsky, ancien menchevik réconcilié avec Lénine, qui avait été nommé commissaire au peuple aux Affaires étrangères, dût trouver un serrurier pour se faire ouvrir les portes du ministère, où les fonctionnaires présents lui refusaient tout concours. Il ne put même pas faire traduire en langues étrangères le texte du décret sur la paix.

Les gouvernements des grandes puissances recevaient les nouvelles les plus contradictoires sur les événements de Russie. Ils se refusaient à croire au succès durable d'hommes qui avaient déclaré la guerre aux piliers traditionnels de l'ordre : la propriété, la religion, la morale. Quand le pouvoir des Soviets, après s'être tant bien que mal consolidé à Petrograd et installé à Moscou, réussit à saisir formellement les alliés, le 20 novembre, de sa proposition de paix immédiate, il ne lui fut même pas répondu.

L'Allemagne étant officiellement en guerre avec la Russie n'avait pas de représentant diplomatique à Petrograd. Il fallut donc lui envoyer des émissaires à travers les lignes. A Berlin, on se frotta les mains. On n'avait pas eu tort de laisser Lénine et quelques dizaines de ses fidèles utiliser pour regagner la Russie après l'abdication du tsar un train qui, d'ailleurs, contrairement à la légende n'était pas plombé<sup>7</sup>. Les hostilités s'arrêtèrent le 1<sup>er</sup> décembre. Le 5, une trêve de dix jours était conclue, qui le 15 devait être prolongée pour un mois, et rendez-vous pris pour engager le 22 décembre des pourparlers de paix dans la ville polonaise de Brest-Litovsk où était installé le quartier général des troupes allemandes de l'Est.

C'est donc avec les plénipotentiaires du kaiser et non avec ceux du prolétariat allemand que les Soviets devaient négocier. Et, puisque de Paris ou de Londres n'était pas venu le moindre signe d'une velléité de traiter, cette négociation ne pouvait porter que sur une paix séparée. Une telle perspective n'avait pas en soi de quoi effrayer des hommes qui, contre les mencheviks et les socialistes révolutionnaires, avaient préconisé quelques mois plus tôt la politique de *défaite de son propre gouvernement dans la*

guerre impérialiste<sup>9</sup>. Encore leur fallait-il obtenir des conditions qui ne missent pas leur pouvoir en péril. Or ils abordaient les pourparlers de paix sans le moindre atout.

Il n'y avait plus d'armée russe digne de ce nom. A la veille de la révolution de mars, le nombre des déserteurs atteignait déjà deux millions. Le général Doukhonine, commandant suprême, ayant refusé de prendre contact avec le commandement allemand, comme le Conseil des commissaires du peuple le lui avait ordonné, avait été immédiatement relevé de ses fonctions, avant d'être abattu par les soldats de la garnison de Mohilev. L'enseigne de vaisseau Krylenko, nommé à sa place, n'avait évidemment aucune chance de se faire obéir de généraux qui ne songeaient qu'à tourner leurs armes contre la révolution. Sa tâche consista surtout à conclure l'armistice et à organiser la démobilisation des troupes, qui commença le 19 décembre.

Privé de son chef et de l'armée qui maintenait son unité, l'Empire russe se désagrégait. Non seulement les anti-bolcheviks encouragés par Paris et Londres se regroupaient un peu partout, mais les allogènes secouaient le joug. Les Soviets n'étaient-ils pas les premiers à les y encourager? En avril, la VII<sup>e</sup> Conférence panrusse du parti bolchevik avait revendiqué pour *toutes les nations qui font partie de la Russie... le droit de libre séparation et de constitution d'États indépendants*<sup>9</sup>. Le rapport sur cette question avait été présenté par Staline, lui-même non Russe, puisque Géorgien, et auteur d'un ouvrage publié en 1913, sur le marxisme et la question nationale. Dès 1901, il avait écrit dans un essai paru à Tiflis : *Elles gémissent les nationalités et les religions opprimées, notamment les Polonais et les Finlandais, chassés de leur terre natale et outragés dans leurs sentiments les plus sacrés... Ils gémissent sous les persécutions et les humiliations incessantes, les Juifs privés même de ces misérables droits dont jouissent les autres sujets russes... Ils gémissent, les Géorgiens, les Arméniens et les autres peuples...*<sup>10</sup>

Nommé commissaire aux nationalités dans le gouvernement insurrectionnel, Staline lui fit adopter dès le 14 novembre 1917, une *déclaration des droits des peuples de Rus-*

sie<sup>11</sup> qui reprenait les principes de la déclaration d'avril sur le droit à la sécession. Quelques jours plus tard, il se rendait à Helsinki pour annoncer au Congrès du parti social-démocrate finlandais que l'indépendance était rendue à leur pays, grand-duché russe depuis 1809. Mais en même temps il lançait un appel à *une alliance volontaire et honnête entre les peuples russes et finlandais*<sup>12</sup>. Or si les sociaux-démocrates finlandais souhaitaient cette alliance, il n'en allait pas de même des partis bourgeois, qui redoutaient la contagion du bolchevisme. Ils n'avaient pas tort, puisque dès le mois de mars 1918, des Soviets commencèrent à se former dans les villes. Pour en venir à bout, le baron Mannerheim, ancien général de l'armée tsariste, devenu commandant en chef de la toute jeune armée finlandaise, fit appel à la Suède qui refusa d'intervenir, puis à l'Allemagne, qui lui envoya un détachement de douze mille hommes commandés par le général von der Goltz. Les gardes rouges, de leur côté, reçurent armes et encouragements des Russes. La guerre civile, qui dura un mois, fut marquée de nombreuses atrocités. La défaite des communistes fut suivie d'une très sévère répression. Les rapports soviéto-finlandais, en dépit du traité de paix signé en octobre 1920, devaient en être très longtemps affectés.

Si la Russie des Soviets pouvait à la rigueur s'accommoder de l'existence d'une Finlande totalement indépendante, il n'en allait pas de même dans le cas de l'Ukraine, qui était à la fois sa Beauce et sa Ruhr. Réunis par la force au cours des xvii<sup>e</sup> et xviii<sup>e</sup> siècles à l'Empire des tsars, privés à partir de 1875 du droit d'éditer ou d'enseigner dans leur langue, les Ukrainiens ressentaient durement la domination russe. Dans les jours qui suivirent l'abdication de Nicolas II, un conseil central ukrainien, la Rada, se réunit à Kiev où il décréta, le 23 juin, l'autonomie du pays. Dominé par des éléments *bourgeois* il refusa de reconnaître les Soviets et annonça le 20 novembre, la création d'une République nationale qui pourrait le cas échéant établir avec d'autres nations un lien confédéral. Le gouvernement de Kiev fut reconnu par la France et la Grande-Bretagne, qui accréditèrent auprès de lui des missions diplomatiques et militaires.

Très vite la jeune République, déjà aux prises, dans les grandes villes avec des soviets d'ouvriers et de soldats,

devait entrer en conflit avec Petrograd. Ses dirigeants avaient en effet donné l'ordre à toutes les troupes ukrainiennes, où qu'elles se trouvent de regagner leur pays, ce qui avait pour effet de laisser béants, face à l'armée allemande, des secteurs entiers du front. En même temps, ils s'opposaient au passage sur leur territoire des troupes communistes russes envoyées en renfort contre les soldats du général blanc Kaledine qui se préparaient à donner l'assaut au bastion bolchevik du Donetz.

Le 17 décembre, Lénine et Trotsky adressaient au peuple ukrainien — non à son gouvernement — un manifeste dans lequel, tout en reconnaissant la République ukrainienne et son droit à faire sécession complète de la Russie, ils lui donnaient quarante-huit heures pour laisser passer leurs troupes. L'invasion commençait presque aussitôt et le 10 février 1918 le commandant en chef des troupes soviétiques annonçait qu'il avait *transféré le pouvoir établi ici par la force de nos baïonnettes aux Soviets de l'Ukraine*<sup>13</sup>. Déjà Staline, en janvier avait invité le Congrès des Soviets à réviser le principe d'autodétermination des peuples. Pour les petites nations, c'était aux masses prolétariennes et non à la bourgeoisie qu'il devrait désormais s'appliquer. Première entorse à de beaux principes dont la mise en œuvre sincère aurait vite eu raison du pouvoir des Soviets. Il y en aura beaucoup d'autres...

Mais la Rada après avoir écarté le ministre de la Guerre Petlioura, partisan de continuer la lutte aux côtés des Occidentaux, avait envoyé à Brest-Litovsk une délégation dont les Russes avaient accepté la présence. Berlin fut bien aise de pouvoir prétexter de l'existence du gouvernement ukrainien pour mettre comme condition à la paix avec la Russie l'évacuation totale de la République par les Bolcheviks. Ce n'était pas, tant s'en faut, sa seule exigence territoriale. Dès le début de janvier les Soviets furent invités à abandonner l'essentiel des territoires conquis en Europe par les tsars depuis Pierre le Grand. C'était beaucoup demander à des gens qui n'avaient cessé de faire campagne pour une paix *sans annexion ni indemnité*, et, qui, totalement indifférents aux réalités militaires, demandaient tranquillement, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, l'évacuation de toutes les régions

occupées par les troupes allemandes, notamment en Pologne, et l'organisation de plébiscites.

Le 18 janvier les conversations furent suspendues pour permettre à Trotsky de consulter son gouvernement. Deux tendances s'y manifestaient : le groupe le plus important, les *communistes de gauche* conduits par Boukharine et les *S.R. de gauche* alors associés des Bolcheviks, condamnait toute idée de *paix honteuse*. Lénine avec l'appui de Staline, préconisait au nom du réalisme, l'acceptation des conditions allemandes. *Nul doute, s'écria-t-il le 21 janvier, que la révolution socialiste doit venir en Europe et qu'elle surviendra. Tous nos espoirs d'un triomphe définitif du socialisme sont fondés sur cette certitude, cette prévision scientifique... Mais ce serait une lourde faute que de baser la tactique du gouvernement socialiste de Russie sur des tentatives de calculer si la révolution socialiste en Europe et surtout en Allemagne interviendra dans les six mois... Les ouvriers qui signent, après une grève perdue, des contrats de travail avantageux pour le capitalisme ne trahissent pas le socialisme... Celui qui déclare que la lutte contre l'impérialisme allemand est une lutte défensive et juste, qui accepte l'appui des impérialistes anglo-français... celui-là est un traître envers le socialisme. Mais celui qui ne cache rien au peuple... qui souscrit au nom d'une nation faible à des conditions de paix favorables à l'un des groupements impérialistes — celui-là ne trahit nullement le socialisme*<sup>14</sup>. Mais il n'avait été suivi que par une minorité.

Sentant l'hésitation des Soviets, le président Wilson, pour encourager les éléments résistants, précisa dans un discours sur les buts de guerre alliés que ceux-ci comprenaient le maintien de l'unité territoriale de la Russie. Finalement après d'interminables débats, le Comité central fut bien aise de sortir de l'impasse en adoptant par 9 voix contre 7 le 24 janvier une résolution proposée par l'imaginaire Trotsky et présentée par lui, à juste titre, comme un *acte unique dans l'histoire du monde*<sup>15</sup> : *Nous cessons la guerre sans conclure la paix : nous démobilisons l'armée*<sup>16</sup>.

Le Congrès des Soviets autorité suprême du pays l'approuva à l'unanimité, mais sans imposer aux négociateurs de mandat ferme. Les seules instructions que leur avait données le Comité central étaient comme Lénine

l'avait demandé de gagner du temps par tous les moyens. Il voulait toujours croire que les ouvriers et les soldats allemands allaient finir par se révolter.

Mais les représentants des empires centraux comprenaient parfaitement le jeu russe. Ils écoutaient les appels enflammés de la radio bolchevik, lisaient les tracts que les plénipotentiaires de Petrograd distribuaient à pleines poignées à la garnison de Brest-Litovsk. Ils savaient qu'à trois jours de l'ouverture des pourparlers, Trotsky avait défini leur objectif de la manière suivante : *Premièrement, parvenir à une cessation aussi rapide que possible de la honteuse et criminelle boucherie qui perd l'Europe ; deuxièmement, aider par tous les moyens... la classe ouvrière de tous les pays à renverser la domination du capital et à s'emparer du pouvoir politique* <sup>17</sup>, » et qu'il était revenu sur ce thème le 30 décembre. Ils savaient aussi qu'un crédit de deux millions de roubles avait été mis par les Soviets à la disposition des mouvements révolutionnaires de tous les pays.

Le 9 février, tandis que les gardes rouges s'emparaient de Kiev, l'Allemagne et l'Autriche signaient la paix avec l'Ukraine. Leurs représentants pouvaient désormais donner le coup de poing sur la table dont ils étaient persuadés qu'il obligerait les Rouges à mettre fin à leurs forfanteries et à conclure. Le 10, le général allemand Kühlmann produisit une grande carte où se trouvaient indiquées toutes les prétentions territoriales de Berlin et de Vienne. C'est alors que Trotsky accomplit de son propre chef ce que l'histoire officielle du parti communiste de l'U.R.S.S. qualifiera plus tard d'*acte monstrueux* <sup>18</sup>.

*En attendant, l'heure prochaine où les classes ouvrières de tous les pays prendront le pouvoir, déclara-t-il, nous retirons notre peuple et notre armée de la guerre... nous refusons les conditions que les impérialismes allemand et austro-hongrois écrivent à la pointe de l'épée sur la chair vivante des nations* <sup>19</sup>. » En conclusion il mettait le sol russe sous la protection du peuple allemand, dont décidément il ne voulait pas désespérer.

Ce calcul ingénu fut vite déçu, en dépit de la grève des industries de guerre du Reich, qui nourrit un moment les espoirs des Bolcheviks. Les empires centraux dénoncèrent l'armistice. Les troupes de Guillaume II occupèrent en

quelques jours Revel, Minsk, Kiev, franchirent le Don à Kharkov et poussèrent jusqu'à Rostov, tandis que les Turcs s'emparaient, dans le Caucase, de Kars, d'Ardahan et de Batoum. Les ouvriers de Petrograd hâtivement armés pour arrêter l'envahisseur parvenu à Narva se trouvèrent englués dans la débandade de l'armée.

Agissant sans instructions formelles, trois Occidentaux, le capitaine Jacques Sadoul, avocat affecté à la mission militaire française, le colonel Robins, directeur de la Croix-Rouge américaine en Russie et l'Anglais Bruce Lockhart, ancien consul général à Moscou, gardèrent le contact avec Trotsky. Sadoul et Bruce Lockhart prirent sur eux de proposer aux Soviets une aide économique et militaire s'ils continuaient la guerre. Le 22 février, Trotsky soumit leur proposition au Comité central qui l'accepta par 6 voix contre 5. Un mot de Lénine absent, griffonné sur un bout de papier avait entraîné la décision. *Je demande, écrivait-il, de joindre ma voix pour l'acceptation des pommes de terre et des armes de la part des brigands de l'impérialisme anglo-français*<sup>20</sup>. Mais comment acheminer ces pommes de terre et ces armes? Personne en fait ne se posa jamais sérieusement la question.

Plus rien, sauf la paix avec l'Allemagne, ne pouvait éviter l'effondrement des Soviets. Lénine et Staline, pour leur part, avaient parfaitement compris qu'il fallait traiter avec Berlin, et le plus vite possible. Lénine dut cependant agiter la menace de sa démission et le spectre d'une réconciliation de l'Allemagne et de ses ennemis contre le bolchevisme pour emporter l'accord du Comité central aux conditions de paix proposées par Berlin le 23 février et qui étaient à prendre ou à laisser dans les quarante-huit heures. Encore n'obtint-il que 7 voix, contre 4. Trotsky s'abstint, avec trois de ses fidèles, mais ne laissa pas ignorer son opposition. Il renonça séance tenante à son poste de commissaire aux Affaires étrangères, qui échut à son adjoint Tchitcherine.

Ces nouvelles conditions allemandes étaient beaucoup plus dures que les précédentes, et elles s'étaient enrichies d'exigences turques. Les Soviets durent renoncer aux provinces baltes, comme aux positions conquises dans le Caucase par les soldats du sultan. Il leur fallut encore

s'engager à payer aux empires centraux une énorme indemnité.

Le 3 mars la paix était conclue. Les Alliés essayèrent d'éviter la ratification en évoquant la possibilité, au cas où elle serait votée, d'une intervention japonaise. En vain. Le 6 mars, le VII<sup>e</sup> Congrès du P.O.S.D.R., par 30 voix contre 12 et 4 abstentions, approuvait le traité et pour manifester sa volonté de repartir « à zéro » décidait de changer le nom du Parti à l'avenir en *parti communiste* (bolchevik) de Russie. En abréviation P.C.(b) R. *Il nous faut savoir reculer*, avait dit Lénine dans son rapport,... *Nous ne pouvons plus reculer en ordre. Dieu veuille que nous le puissions au moins en demi-ordre, pour gagner un laps de temps, si court soit-il, pour que la partie malade de notre organisme puisse se reposer un peu. L'organisme en son entier est sain, il surmontera la maladie. On ne peut pas exiger qu'il le fasse en un instant, qu'il arrête l'armée en pleine débandade... Tout ce que je prédisais s'est accompli. Au lieu de la paix de Brest (Litovsk), nous avons par la faute de ceux qui ne la voulurent pas une paix bien plus honteuse encore... Mais tout paysan et tout ouvrier sérieux m'absoudront parce qu'ils comprennent, eux, que la paix n'est qu'un moyen de reconstituer ses forces...*<sup>21</sup>. Il avait tourné en dérision ceux qui lui demandaient s'il voulait observer les traités ou non, et invité les communistes à travailler sans tarder à se donner les moyens matériels de la victoire.

Il s'était résigné à céder de l'espace pour gagner du temps. Mais l'espace sur lequel s'exerçait son autorité se réduisait comme une peau de chagrin. A Brest-Litovsk, il avait déjà abandonné un territoire grand comme une fois et demie la France, où se trouvaient le quart de la population de l'empire, le tiers de ses terres à blé et les trois quarts de ses ressources en fer et en charbon. Or les Allemands, continuaient de pousser au Sud, à l'appel des Cosaques du Don et de la Crimée. La Biélorussie proclamait son indépendance le 24 mars, bientôt suivie, à l'instigation des Occidentaux, des trois républiques de Transcaucasie : Arménie, Géorgie et Azerbaïdjan. Les musulmans Bachkirs, Kirghizes, Turkmènes, Circassiens, n'avaient pas attendu la *déclaration sur les droits des peuples de Russie*

pour secouer l'autorité du pouvoir central. Des armées blanches opéraient aux quatre coins du pays. Les socialistes révolutionnaires (S.R.) qui avaient pour eux la majorité des paysans, et qui s'étaient au moment de l'insurrection alliés aux Bolcheviks rompaient avec eux pour protester contre la *paix honteuse*. Ils multipliaient attentats et sabotages et levaient une armée qui s'emparaient en juillet 1918 de Yaroslav, à 250 kilomètres au nord de Moscou.

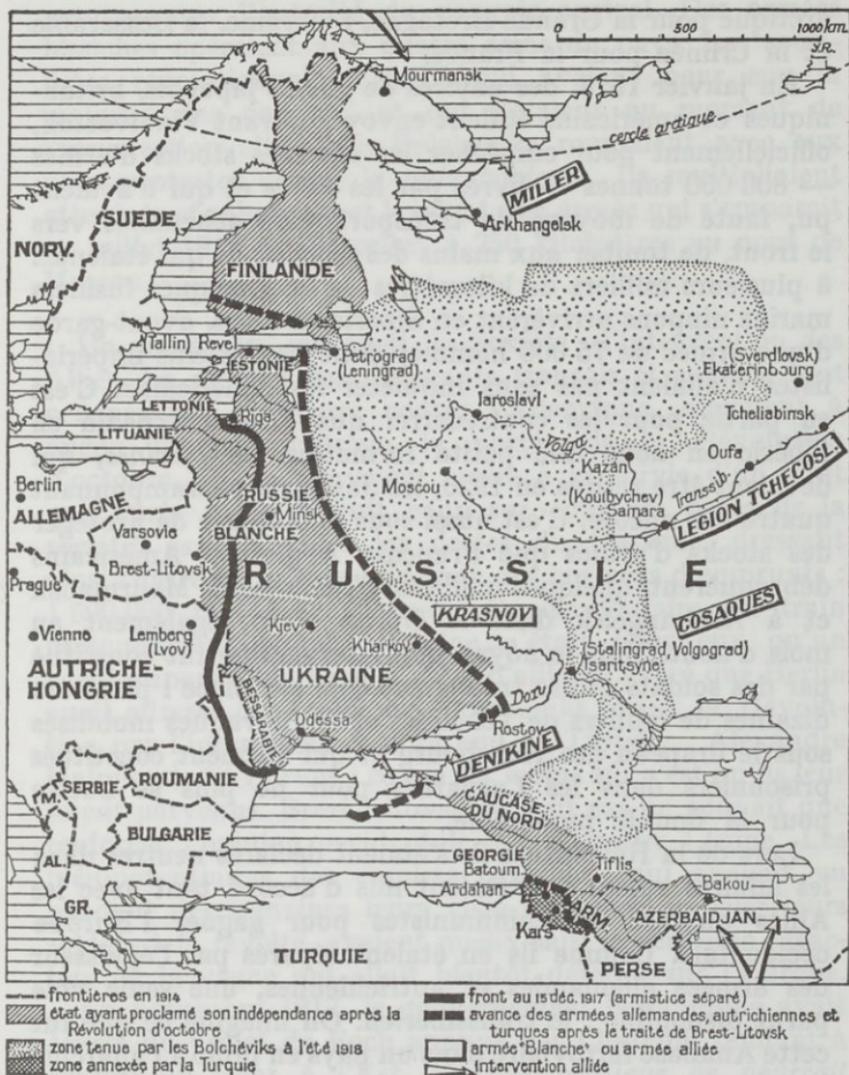
Un autre péril menaçait les Soviétiques : l'intervention des Alliés. La plupart des dirigeants français et anglais, tout occupés par la guerre contre l'Allemagne, n'avaient à aucun moment entrevu la portée de la Révolution d'octobre. Ils ne pouvaient croire à la survie d'un État qui, après avoir détruit coup sur coup les bases de la société, osait annuler les dettes du tsarisme, dressant ainsi contre lui la masse énorme des porteurs d'emprunts : 1 600 000 rien qu'en France. Depuis l'affaire du train prétendument plombé, Lénine n'était pour eux qu'un agent stipendié du kaiser. Il est d'ailleurs avéré que Berlin avait adressé des fonds aux Bolcheviks avant la Révolution par l'intermédiaire d'un ami de Trotsky : Alexandre Halphand, dit Parvus ; ce qui est moins sûr c'est qu'ils leur soient parvenus. Brest-Litovsk en tout cas ne pouvait que renforcer l'opinion occidentale sur le *traître* Lénine. Les plénipotentiaires des empires centraux, qui avaient vu pendant des semaines leurs vis-à-vis russes appeler leurs soldats à la révolte, avaient mieux saisi le véritable caractère de la vague qui allait bientôt déferler sur l'Europe.

En novembre 1917, le gouvernement britannique avait écarté un projet de Foch appuyé par Churchill tendant à rouvrir un front à l'Est. *Aucune politique ne pourrait nous être plus fatale*, avait déclaré Balfour ministre des Affaires étrangères, *que de donner aux Russes prétexte à accueillir en amis et en libérateurs les officiers et les soldats allemands*<sup>22</sup>. Mais, dès le mois de décembre, Clemenceau signait avec Lord Milner une convention délimitant les régions dans lesquelles les deux gouvernements, le cas échéant, pourraient intervenir : la Transcaucasie, le Kazakhstan, le Kurdistan, les pays baltes et la région

arctique pour la Grande-Bretagne, l'Ukraine, la Bessarabie et la Crimée pour la France.

En janvier 1918, des navires de guerre japonais, britanniques et américains étaient envoyés devant Vladivostok, officiellement pour empêcher les énormes stocks d'armes — 800 000 tonnes — livrés par les Alliés et qui n'avaient pu, faute de moyens de transport, être acheminés vers le front, de tomber aux mains des Allemands qui étaient... à plusieurs milliers de kilomètres de là. Quelques fusiliers marins nippons arrivèrent en Sibérie en mars, avant-garde d'une armée de 75 000 hommes dont les desseins impérialistes n'allaient pas sans inquiéter les Américains. C'est en partie pour les contrecarrer que Wilson expédia en Sibérie en août une petite formation de *marines*, qui devaient être retirés en 1920, les Japonais se cramponnant quatre ans encore. C'est aussi sous le prétexte de protéger des stocks d'armes que Français, Anglais et Américains débarquèrent quelques milliers d'hommes à Mourmansk et à Arkhangelsk dans le Grand Nord, également au mois d'août. Mais le noyau de l'intervention fut constitué par des soldats qui se trouvaient déjà sur place : plusieurs dizaines de milliers de Tchèques et de Slovaques mobilisés sous le drapeau des Habsbourg et qui s'étaient constitués prisonniers dans les Carpathes pour ne plus se battre pour la double monarchie.

Lors de la Révolution ils s'étaient déclarés neutres dans les affaires russes et s'étaient mis d'accord tant avec les Alliés qu'avec les communistes pour gagner l'Europe occidentale. Comme ils en étaient séparés par l'épaisseur des armées allemandes et autrichiennes, une seule voie parut disponible : le transsibérien. On imagine ce que fut cette Anabase ferroviaire dans un pays en proie à l'anarchie la plus complète, terrorisé par des groupes armés de toutes couleurs, simples bandits, bien souvent, autant que partisans de tel ou tel clan. Les Tchèques, à plusieurs reprises, se frayèrent un chemin les armes à la main. Au passage ils raflèrent la réserve d'or des tsars. En mai 1918, un sérieux accrochage se produisit près de Tcheliabinsk entre une de leurs formations et d'autres prisonniers, ceux-là Hongrois et communistes, engagés avec des milliers d'autres dans l'armée rouge. Peu après, les délégués



I et II. LA RUSSIE ET SES VOISINS A  
après l'armistice russo-allemand



tchécoslovaques à Moscou étaient arrêtés et Trotsky ordonnait le désarmement de la Légion. Ses chefs s'y refusèrent et décrétèrent l'insurrection contre les Bolcheviks. Qu'ils y aient été incités par divers éléments alliés est difficilement discutable. *L'intervention que nous essayons de déclencher*, écrivait alors le consul de France à Moscou, Grenard, *et qui jusqu'à un certain point est notre œuvre, a commencé. Il s'agit maintenant de veiller à ce qu'elle soit victorieuse*<sup>23</sup>. Les Tchèques espéraient évidemment ainsi s'attirer les bonnes grâces des Occidentaux, pour les convaincre de se prêter à la création d'un État tchécoslovaque au lendemain de la défaite allemande. Sous leur protection un gouvernement « pan-russe » dominé par les socialistes révolutionnaires fut installé à Oufa. Ils chassèrent les communistes de Vladivostok où ils s'emparèrent du fameux dépôt d'armes allié.

A la fin de l'été, la situation des communistes semblait désespérée. Ils avaient perdu toute la Sibérie. Les Tchèques occupaient le bassin de la Volga. Les cosaques du Don remontaient vers Moscou. Dans les régions encore contrôlées par les Soviets se multipliaient les émeutes de paysans pressurés par la police politique, la Tchéka. Et puis, petit à petit, le vent tourna. Les atrocités commises par les Blancs détournèrent d'eux une grande partie de la population. Des formations de partisans se multiplièrent sur leurs arrières. Et surtout, entre-temps, l'armée rouge avait été organisée d'une main de fer par Trotsky.

Le jour de sa création, le 12 janvier 1918, elle avait été présentée comme *socialiste et volontaire*<sup>24</sup>. Six mois plus tard, elle n'était plus ni l'une ni l'autre. L'élection des officiers avait été supprimée, le service militaire obligatoire établi, et aussi la peine capitale, au nom du principe exposé par Trotsky lui-même qu'on *ne peut mener à la mort des masses d'hommes si le commandement ne dispose pas dans son arsenal de la peine de mort. Tant que les méchants singes sans queue qui s'appellent des hommes formeront des armées et batailleront*, écrit-il dans *Ma vie, le commandement placera les soldats devant le choix d'une mort possible à l'avant ou d'une mort certaine à l'arrière*<sup>25</sup>.

En septembre, cette force improvisée épaulée par des prisonniers allemands, autrichiens, hongrois, serbes, etc.,

dont les survivants formeront plus tard l'avant-garde des partis communistes d'Europe centrale, repoussait les Tchèques vers l'Oural et dégageait la vallée du Don. L'Occident ne consentira à la prendre au sérieux que vingt-quatre ans plus tard, avec la bataille de Stalingrad.

La révolution restait gravement menacée. Les S. R. qui ne pardonnaient pas Brest-Litovsk aux Bolcheviks multipliaient émeutes et attentats. L'un d'eux, le 6 juillet, abattit l'ambassadeur d'Allemagne. Le 30 août une étudiante, Fanny Kaplan tenta d'assassiner Lénine. Une répression implacable s'abattit sur tous les adversaires du pouvoir. On ne saurait mieux en faire saisir l'ampleur qu'en citant ces lignes d'une tragique concision, extraites de l'histoire officielle du parti communiste de l'U.R.S.S. *Le 2 septembre 1918, la République des Soviets annonça qu'elle formait un seul camp retranché. A la terreur de la contre-révolution, le pouvoir des Soviets répondit par la terreur rouge. Les individus appartenant aux organisations des gardes blancs et ceux qui participèrent aux complots et aux émeutes étaient passibles d'exécution. En ces jours, la Tchèque, dirigée par Dzerjinski, porta des coups écrasants aux agents des impérialistes* <sup>26</sup>.

La défaite des empires centraux vint opportunément au secours des Bolcheviks, dont les agents avaient par tous les moyens encouragé les ouvriers allemands, autrichiens, hongrois, à renverser leurs gouvernements et à réclamer la paix. Dans les premiers jours de novembre 1918, le cabinet de Berlin avait expulsé l'ambassadeur des Soviets Adolf Joffé, qui avait poussé l'orthodoxie communiste jusqu'à refuser de présenter ses lettres de créance au kaiser, et qui ne faisait pas mystère de ses activités subversives.

Le 5 novembre, l'aube de la révolution pointait sur l'Allemagne. Les marins de Kiel hissaient le drapeau rouge. En quelques jours, des *conseils (Räte)* de soldats et d'ouvriers se constituaient, sur le modèle des soviets russes, à travers tout l'empire. Le kaiser abdiquait, la république était proclamée, l'armistice était signé à Rethondes.

Ces nouvelles furent accueillies à Moscou avec des transports de joie. Le traité de Brest-Litovsk fut immédiatement dénoncé. Oubliant que Staline en personne avait conclu, le 12 juin précédent, la paix avec la Rada sépara-

tiste, l'armée rouge pénétra en Ukraine. Une clause de l'armistice prévoyait bien que, sur le front est, les troupes allemandes ne feraient mouvement qu'en accord avec les Alliés; on cherchait ainsi évidemment à prévenir un déferlement des Bolcheviks. Mais les soldats de Guillaume II, dans la plupart des cas, étaient plus disposés à désertre ou à fraterniser avec ceux de Lénine, qu'à reprendre la lutte contre eux. Ce furent des corps francs allemands, encadrés par des officiers qu'on devait retrouver par la suite dans diverses entreprises réactionnaires, la dernière en date étant le nazisme, qui ici et là, notamment dans les pays baltes, s'opposèrent à la progression des Rouges. Ceux-ci reprirent aisément la Biélorussie, tandis qu'en Ukraine ils se heurtaient aux formations autonomistes de l'hetman Petlioura et à des gardes blancs, pour ne pas parler des anarchistes du terrible Makhno.

Dès le 6 novembre, le VI<sup>e</sup> Congrès des Soviets avait proposé des pourparlers de paix aux gouvernements engagés dans la lutte contre la Russie. Wilson était partisan d'une réponse positive. Il professait *qu'essayer d'arrêter un mouvement révolutionnaire par des armées en ligne, c'est employer un balai pour arrêter une grande marée* <sup>27</sup>.

Le Cabinet britannique était divisé. Lloyd George était favorable à la négociation. Mais Churchill, ministre de la Guerre, envoyait des troupes à Bakou dans le Caucase. Il redoutait, comme il devait l'écrire un peu plus tard à son collègue français Loucheur, que la victoire du bolchevisme ne conduisit à la formation d'un *empire militaire jacobin puissant, animé de l'esprit national russe* qui chercherait à *reconquérir toutes les provinces russes évacuées* et à *diviser les populations de l'Entente par une propagande révolutionnaire nourrie au moyen des ressources financières d'un État puissant*. Il pensait que l'État communiste serait tout naturellement poussé à s'entendre avec l'Allemagne à *qui il pourrait rendre tout ce qu'elle a perdu* <sup>28</sup>. Il préconisait donc une intervention massive aux côtés de l'amiral blanc Koltchak, qui le 18 novembre avait renversé le gouvernement socialiste révolutionnaire d'Oufa et s'était proclamé *régent suprême*. Celui-ci assuré de l'appui de Denikine, qui tenait la Crimée et le bassin du Don, cherchait à se faire reconnaître par les Alliés. Clemenceau, pour sa part,

dès le mois de décembre avait expédié à Odessa un corps expéditionnaire, prélevé sur l'armée d'Orient.

En janvier 1919, les États-Unis se décidèrent à proposer des pourparlers dans l'île des Prince sur le Bosphore, aux chefs des diverses tendances russes. Après le refus des Blancs inspirés par Paris, où l'on espérait bien récupérer, grâce à une restauration politique, les investissements perdus, Wilson persista à rechercher une négociation avec Moscou sur la base de la consolidation du *statu quo* — autrement dit du démantèlement de la Russie. Un jeune diplomate américain, William Bullitt, futur ambassadeur à Moscou et à Paris, fut envoyé auprès de Lénine. Il revint persuadé qu'un arrangement était possible. Mais il ne put en convaincre les dirigeants de l'Entente. De toute façon, pour les Bolcheviks, l'époque de Brest-Litovsk était révolue où ils n'avaient d'autre choix que d'accepter les conditions de l'adversaire. Certes, sur le terrain, la situation était loin d'être brillante pour eux : les Alliés qui avaient décidé le blocus des zones tenues par les Rouges, débarquaient des renforts. Les armées blanches, abondamment ravitaillées par la France et l'Angleterre, marchaient sur la Volga et menaçaient Petrograd. Mais les Soviets disposaient désormais de deux atouts puissants : l'armée rouge et la contagion révolutionnaire.

Les formations blanches, éparpillées à travers l'immensité russe, aux ordres de chefs divisés et qui bien souvent ne pensaient qu'à leurs ambitions personnelles, perdaient de plus en plus le soutien des paysans, lassés de leurs exactions. *L'armée des volontaires*, devait écrire l'un des principaux chefs blancs, l'amiral Wrangel, *s'est discréditée elle-même par ses pillages et ses violences*<sup>29</sup>. Trotsky avait sur ses adversaires une supériorité énorme : la détermination d'un commandement qui était sorti de la phase d'improvisation et qui jouait son va-tout. *Les chefs soviétiques*, écrit le diplomate américain George Kennan, qui a étudié cette période mieux que personne, *savaient ce qu'ils voulaient. Il y consacraient leurs jours et leurs nuits. Ils ne pensaient pas à eux-mêmes... Inoubliable impression pour ceux qui se trouvaient aux premières loges*<sup>30</sup>. Disposant désormais d'assez de combattants enthousiastes pour encadrer les tièdes, obligeant grâce à l'institution des commis-

saires politiques, de nombreux officiers ci-devant, y compris des généraux, à instruire les recrues et à les mener au combat, ils faisaient régner sur leurs troupes une discipline de fer. Les effectifs ne cessaient d'augmenter. A l'automne 1918, le Comité central décida de les porter à trois millions d'hommes.

La poigne féroce du social-démocrate Noske écrasa à Berlin, en janvier 1919, le soulèvement des *Spartakistes*, comme s'intitulaient les Bolcheviks allemands, en souvenir de la révolte de l'esclave romain Spartacus. Mais les communistes commençaient à s'organiser un peu partout autour de la fraction internationaliste et pacifiste des partis sociaux-démocrates, en mettant à profit le mécontentement croissant de larges fractions de la classe ouvrière contre le consentement à la guerre et la participation au pouvoir des leaders de la tendance majoritaire. Bientôt se réunissaient à Moscou un petit nombre de délégués russes ou prisonniers de guerre ralliés aux Bolcheviks que cinq militants occidentaux avaient réussi à rejoindre à travers les mailles du blocus allié. Ils firent à Lénine le cadeau que lui avaient refusé quatre ans plus tôt les pacifistes indécis de Zimmerwald et de Kienthal. Le 2 mars, ils créaient une *III<sup>e</sup> Internationale*, l'Internationale communiste ou *Komintern*, destinée à prendre la relève de la seconde, passée avec armes et bagages à *l'ennemi de classe*.

Les débats se déroulèrent dans la confusion et l'enthousiasme. Ayant lu dans un journal anglais anti-socialiste que le gouvernement de Londres avait reçu le *Soviet* des délégués ouvriers de Birmingham et lui avait promis de reconnaître les Soviets comme des organismes économiques, Lénine en conclut un peu vite que *le système soviétique avait remporté la victoire non seulement dans la Russie arriérée mais dans le pays le plus civilisé de l'Europe : l'Allemagne et dans le plus vieux pays capitaliste : l'Angleterre*, et il affirma que *la victoire de la révolution communiste mondiale était assurée*<sup>31</sup>.

Trois semaines plus tard il annonçait au VIII<sup>e</sup> Congrès du parti la proclamation à Budapest par Bela Kun d'une « République des conseils » sur le mode russe. *Nous sommes sûrs, s'écriait-il, qu'il n'y aura plus que six mois vraiment durs, ... nous ferons face à toutes les épreuves pour*

*rapprocher la victoire finale, pour que des républiques sœurs nouvelles rejoignent les républiques des Soviets de Russie et de Hongrie; nous les verrons naître, ces sœurs; nous verrons naître la République Internationale des Soviets*<sup>33</sup>.

Effectivement quelques jours plus tard une République soviétique était proclamée à Munich. Mais l'assassinat de son chef, Kurt Eisner, devait rapidement mettre fin à son existence. Quant au régime communiste hongrois, il fut renversé au bout de 133 jours par les Roumains agissant pour le compte des Occidentaux, non sans avoir donné aux Magyars un avant-goût de ce que sera plus tard la sinistre dictature de Rakosi; bien entendu, là comme ailleurs la terreur blanche succéda vite à la terreur rouge.

Entre-temps l'agitation s'était développée parmi les soldats alliés débarqués en Russie et qui après cinq ans de guerre contre l'Allemagne aspiraient à regagner leurs foyers. Un officier mécanicien, André Marty, organisa une mutinerie dans l'escadre française. Le 3 avril, Paris dut retirer d'Odessa son corps expéditionnaire. Les Anglais évacuèrent Bakou le mois suivant, et bientôt Arkhangelsk et Mourmansk. *Aussitôt que la bourgeoisie internationale lève la main contre nous, s'écria Lénine, ses propres ouvriers la saisissent au poignet*<sup>33</sup>.

Les grandes démocraties s'étaient effectivement appliquées à donner d'elles-mêmes une image aussi conforme que possible aux simplifications du marxisme : celle d'impérialistes toujours prêts à faire la guerre pour défendre leurs intérêts financiers, mais finalement obligés de battre en retraite devant le refus de leurs peuples de servir leurs desseins infâmes.

*Il aurait pourtant suffi de quelques centaines de milliers d'hommes*<sup>34</sup>, Lénine dit — pour renverser le régime communiste en Russie. Mais ni la France, ni l'Angleterre, après quatre ans d'une lutte sans merci, n'étaient en mesure de faire la guerre à l'armée rouge. Seuls les États-Unis disposaient des ressources nécessaires. Ils auraient pu en intervenant ouvertement assurer la victoire de ceux des adversaires du bolchevisme qui faisaient campagne pour une véritable démocratisation : les socialistes-révolutionnaires n'avaient-ils pas obtenu aux élections tenues au lendemain de la Révolution d'octobre vingt millions de

voix sur trente-six, alors que les communistes n'en recueillaient que neuf? Ils auraient pu aussi, appliquant à la lettre le principe wilsonien du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, prendre parti contre toute ingérence dans les affaires de la Russie, *saisir*, comme Wilson l'avait proposé le 14 mars 1918 au Congrès des Soviets *toute occasion de garantir la complète souveraineté du peuple russe... et de lui rendre la grande place qu'il doit tenir dans la vie de l'Europe et du monde moderne*<sup>35</sup>, et s'ouvrir ainsi un crédit de confiance à exploiter plus tard.

Pris entre deux tendances opposées, le président des États-Unis ne sut pas choisir. Hostile, par doctrine, à l'intervention, il se résigna finalement à y faire participer son pays, trop peu pour assurer le succès, suffisamment pour l'associer dans l'esprit des Bolcheviks aux *bandits impérialistes*. Il éprouva de surcroît le besoin de la justifier par des arguments moraux, et de se présenter en ami de la Russie. Il n'en fallait pas plus pour ancrer les chefs de la révolution, habitués par leur formation marxiste à chercher le mensonge derrière toute parole bourgeoise, dans la conviction que les Américains pratiquent l'hypocrisie et le double jeu.

A défaut d'avoir pu extirper le communisme de Russie, l'Occident allait désormais tenter de se protéger par *un cordon sanitaire*, en laissant, selon le mot de Wilson *les Bolcheviks cuire dans leur jus jusqu'à ce que les circonstances aient rendu les Russes plus sages*<sup>36</sup>.

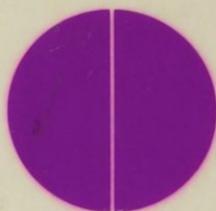
Plus sages, ils étaient en train de le devenir non sous le coup de quelque conversion, mais sous l'empire de la nécessité. Après deux ans de combats incessants et d'horreurs de toute sorte, le pays était épuisé, les usines et les champs désertés. Trotsky décida de mettre l'armée rouge au travail. En 1920, les Soviets conclurent des traités de paix non seulement avec la Finlande, mais avec les trois États baltes qu'ils avaient en vain disputés aux corps francs allemands puis aux Alliés.

Ils firent aussi la paix avec la Pologne, qui avait proclamé son indépendance dès la signature de l'armistice germano-allié. En février 1919, l'armée à peine constituée du jeune

état polonais avait pris l'offensive pour occuper les territoires évacués par les Allemands. Mais, à ce moment, les Bolcheviks se trouvaient sérieusement menacés par les Blancs. Et Pilsudski le chef de l'état polonais se souciait peu de restaurer en Russie un empire auquel il lui aurait fallu disputer plus tard ses marches orientales. Il croyait, avec beaucoup de bons esprits de cette époque, que le communisme maintiendrait la Russie dans l'anarchie et l'impuissance. Non seulement donc il se garda de coopérer avec Denikine au moment où il marchait sur Moscou, mais jusqu'à la défaite de celui-ci, en décembre de la même année, il se tint secrètement en contact avec Lénine. Durant toute cette période les accrochages entre les deux armées restèrent sporadiques.

Le 22 décembre Tchitchérine, commissaire du peuple aux Affaires étrangères proposa officiellement à Varsovie l'ouverture de négociations pour conclure entre les deux pays une paix durable. Mais Pilsudski n'y était aucunement disposé. Il ne songeait qu'à détacher de la Russie l'Ukraine et la Biélorussie et à former avec elles une fédération dirigée par la Pologne à laquelle adhérerait également la Lithuanie. Lorsque, à la fin de février 1920, la Commission des Affaires étrangères du Sejm, le parlement de Varsovie, se décida à accuser réception de la proposition soviétique, elle fit savoir que la paix n'était possible que si l'on revenait à la situation antérieure au partage de 1772 — ce qui aurait fait passer la frontière aux environs de Smolensk et de Kiev — et si le droit d'autodétermination était reconnu à toutes les populations vivant au-delà de cette limite. Le 27 mars, le gouvernement polonais accepta le principe de négociations, mais ne fit rien pour les rendre possibles; on ne put jamais s'entendre, notamment, sur le lieu où elles devraient se dérouler.

Le 25 avril, après avoir conclu une alliance avec Petlioura devenu Ataman (commandant en chef) des séparatistes ukrainiens, qui avait accepté de combattre sous ses ordres, Pilsudski annonça qu'il avait donné l'ordre à son armée de *pénétrer profondément en Ukraine*<sup>37</sup> et de n'évacuer ce pays qu'une fois solidement établi le gouvernement de l'Ukraine indépendante. Quelques jours plus tard, elle entra à Kiev. Les débris de l'armée Denikine, rassemblés



**Histoire de la guerre froide. 1**

« Un livre remarquable...

Le lecteur est, d'un bout à l'autre, pris par le récit. L'auteur, journaliste éminent, n'a jamais cédé à ce que les historiens universitaires appellent "le journalisme", c'est-à-dire qu'il ne cherche pas à éveiller l'intérêt par des anecdotes. L'intérêt, il a su le rendre poignant sur le fond même du sujet. »

J.-B. Duroselle, *Le Monde diplomatique*

« On est d'abord surpris. Faire commencer la guerre froide en 1917, voilà qui va contre la définition habituelle. Puis, à mesure qu'on avance dans la lecture..., on accepte de plus en plus aisément ce que l'auteur a affirmé dans son introduction — qu'il "n'existait aucune solution de continuité dans l'affrontement du pouvoir des Soviets et du monde bourgeois et qu'il était impossible de comprendre les crises qui se sont succédé au cours des vingt dernières années sans remonter à ses premières phases". »

A. Grosser, *Le Monde*

**André Fontaine**

Né en 1921, André Fontaine s'est imposé comme l'un de nos meilleurs journalistes. Devenu en 1951 chef du service étranger du *Monde*, puis, en 1969, rédacteur en chef de ce même journal, il a publié plusieurs ouvrages remarquables sur la vie internationale.

BIBLIOTHEQUE NATIONALE DE FRANCE



3 7502 00697339 2

Participant d'une démarche de transmission de fictions ou de savoirs rendus difficiles d'accès par le temps, cette édition numérique redonne vie à une œuvre existant jusqu'alors uniquement sur un support imprimé, conformément à la loi n° 2012-287 du 1<sup>er</sup> mars 2012 relative à l'exploitation des Livres Indisponibles du XX<sup>e</sup> siècle.

Cette édition numérique a été réalisée à partir d'un support physique parfois ancien conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal. Elle peut donc reproduire, au-delà du texte lui-même, des éléments propres à l'exemplaire qui a servi à la numérisation.

Cette édition numérique a été fabriquée par la société FeniXX au format PDF.

La couverture reproduit celle du livre original conservé au sein des collections de la Bibliothèque nationale de France, notamment au titre du dépôt légal.

\*

La société FeniXX diffuse cette édition numérique en accord avec l'éditeur du livre original, qui dispose d'une licence exclusive confiée par la Sofia – Société Française des Intérêts des Auteurs de l'Écrit – dans le cadre de la loi n° 2012-287 du 1<sup>er</sup> mars 2012.

Avec le soutien du

